

d'accroître le commerce en réglementant uniquement ce qui se passait aux frontières.

Dans les séries successives de négociations menées par le GATT depuis 1947 sur la réduction des tarifs, ces règles ont connu un succès remarquable. Certaines crêtes demeurent, notamment en agriculture, mais dans la plupart des secteurs, les tarifs industriels sont maintenant peu élevés. Par conséquent, le taux de croissance du commerce a été presque deux fois plus élevé que celui de la production.

Cependant, tout au long des années 1980, de nombreux changements sont survenus. D'abord, les ministres du Commerce ainsi que d'ingénieurs fonctionnaires et agents nationaux de réglementation, désormais privés de l'arme tarifaire, l'ont remplacée par des barrières non tarifaires de plus en plus déguisées. Des industries puissantes dans des pays forts ont exigé de nouveaux moyens d'empêcher les produits de leurs concurrents étrangers de pénétrer sur leur marché national. Et, encore une fois, la collectivité internationale a vu poindre le jour où la force économique, plutôt que la primauté du droit, régirait les relations commerciales.

En second lieu, un élément fondamental a changé dans le système commercial international. Des innovations technologiques (par exemple, l'arrivée des semiconducteurs, des fibres optiques et des communications par satellite) ont de plus en plus encouragé la mondialisation des affaires, en facilitant la mondialisation de la production, les entreprises devenant de plus en plus libres d'assembler des éléments venus des quatre coins de la planète et d'offrir des services à un marché mondialisé lui aussi. Par voie de conséquence, cela a accéléré la mondialisation des investissements, car les sociétés ont appris que le meilleur moyen d'acquérir un avantage comparatif dans les domaines de la production, du sourcing et de la technologie consistait à établir une présence directement sur les marchés étrangers. Le mot « commerce » désigna dès lors beaucoup plus qu'avant le mouvement des composantes, des services et des technologies au sein d'entreprises multinationales faisant des affaires sur des marchés mondiaux.

On a cru, dans le passé, que les investissements à l'étranger pouvaient remplacer le commerce (ou constituer une façon de contourner les barrières nationales), mais beaucoup d'entreprises y voient aujourd'hui une condition préalable pour faire du commerce, à telle enseigne que le commerce et les investissements sont désormais quasi indifférenciables. En fait, la production des sociétés étrangères affiliées l'emporte maintenant sur les exportations en tant que principal moyen de vendre des biens et des services sur les marchés étrangers.

Et troisièmement, comme le récent affrontement américano-japonais au sujet de l'industrie automobile l'a montré, les différences caractérisant les démarches que les divers pays adoptent pour